

# Recyclage de rebelles ? La démobilisation au Congo

PAR CHRISTOPH VOGEL ET JOSAPHAT MUSAMBA

## Points saillants

- En 2015, le gouvernement congolais a lancé son troisième grand programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, le « Plan DDR III », dans le but de réintégrer les anciens combattants congolais dans la vie sociale.
- Le Plan DDR III rencontre certaines difficultés : les opérations militaires visant les différents groupes armés se poursuivent et dissuadent certains combattants de se démobiliser.
- Les racines politiques de la mobilisation armée restent en grande partie ignorées, d'où des doutes significatifs quant à la capacité du Plan DDR III à encourager les membres des groupes armés à renoncer à un mode de vie armé.
- Malgré certains progrès, l'implication des autorités nationales et locales et des autres parties intéressées reste relativement modeste, se limitant à une démarche essentiellement technique pour encourager le désarmement et la démobilisation.
- Pour assurer une réussite pérenne du Plan DDR III, il sera primordial de bien tenir compte du contexte politique et sécuritaire au sens large, y compris du prochain cycle électoral, et des facteurs qui favorisent la persistance des groupes armés.

## Introduction

Pendant la Seconde Guerre du Congo (1998–2003), le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et la société civile congolaise ont tenté, avec le soutien de partenaires internationaux, de venir à bout des cycles consécutifs de mobilisation armée. Parmi



Casque d'un soldat dans un camp de transit DDR, 2014.

les différents efforts de paix, l'une des stratégies clés a toujours été celle du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) des combattants.

Le premier programme de DDR a commencé en 2003. Soutenue par des ONG et essentiellement financée par la Banque mondiale, la Commission nationale de désarmement et réintégration (CONADER) a ainsi été chargée de faciliter le retour à la vie civile des anciens combattants. Malgré le succès limité des précédents programmes de DDR—à l'heure actuelle, les provinces du Kivu comptent à elles seules plus de 70 groupes armés<sup>1</sup>—, le Plan global national de DDR III a été adopté en 2014 et, après un long désaccord sur son mode de financement et de programmation, il a fini par être mis en œuvre en 2015.

Si les initiatives de DDR sont considérées comme jouant un rôle primordial dans les politiques post-conflit censées contribuer à rétablir la paix et la stabilité, l'épithète « post-conflit » ne saurait s'appliquer à la RDC. En effet, l'est du pays reste en proie à une multitude de conflits inextricablement liés, des périodes de violence généralisée et de calme relatif se succédant. La défaite du Mouvement du 23 mars (M23) fin 2013 a laissé entrevoir la possibilité d'une démobilisation. Cependant, les offensives militaires ont retrouvé

---

un nouvel élan, parallèlement aux efforts de démobilisation menés par l'armée, dont le rôle, dans le cadre du Plan DDR III, reste flou.

Ce briefing a pour objectif d'analyser les raisons de l'échec des précédents processus de DDR, de dresser un état des lieux et d'identifier les perspectives de la démobilisation. Il examine l'impact de la CONADER et le potentiel du Plan DDR III, en mettant plus précisément l'accent sur le rôle des combattants, des commandants et des politiciens. En particulier, ce document d'information présente les mesures destinées à inciter les groupes armés à se rallier aux programmes de démobilisation, dans un contexte marqué par une forte insécurité et une grande méfiance, ainsi que le rapport entre la démobilisation et la remobilisation. Il préconise l'adoption d'une approche holistique en matière de DDR, pour en faire une composante des efforts destinés à la transformation sociale et à la réforme du secteur de la sécurité—d'où des doutes concernant sa faisabilité dans le contexte congolais actuel, caractérisé par l'insécurité et la compétition politique.

## DDR : définition

Si la définition du processus de DDR—qui constitue depuis longtemps un outil de reconstruction post-conflit très prisé—varie d'un pays à l'autre, il existe quelques points communs. Le « désarmement » désigne le fait de retirer leurs armes et leurs munitions aux combattants, tandis que le concept de « démobilisation » est plus large, allant de mesures techniques telles que le retrait des insignes jusqu'à des démarches complexes comme la dissolution des hiérarchies militaires. Quant à la « réintégration », l'ONU la définit comme « le processus consistant à restituer aux anciens combattants leur statut de civil [...] [processus] de durée indéterminée qui se déroule essentiellement au sein des communautés ». Signalons l'existence d'un concept connexe mais différent, à savoir celui de « réinsertion », défini comme « une forme d'assistance transitoire visant à satisfaire les besoins fondamentaux des anciens combattants et de leur famille ». <sup>2</sup> Le degré de réussite du processus de DDR peut se mesurer de différentes manières. Ainsi, au sens strict, plus technique, une réussite signifie que les anciens combattants sont désarmés, démobilisés

et, d'une manière ou d'une autre, réintégrés au sein des forces de sécurité régulières ou de la vie civile. Dans un sens plus large, plus politique, un programme de DDR réussi signifie qu'il contribue à la paix et à la stabilité de manière globale. Cela comprend non seulement les aspects techniques évoqués ci-dessus, mais également l'instauration d'un environnement qui permet aux anciens combattants de participer de nouveau aux processus sociaux et politiques en tant que civils et où les griefs politiques au sens large sont pris en compte.

## La CONADER : « On juge l'arbre par ses fruits »<sup>3</sup>

La CONADER a été établie en 2004 conformément à l'accord de Sun City de 2003 instaurant les bases nécessaires à la création d'une nouvelle armée, les actuelles Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). La CONADER a été chargée d'organiser le désarmement, l'identification et la catégorisation des combattants, lesquels pouvaient choisir de regagner la vie civile ou de s'intégrer dans les FARDC par le biais de la Structure militaire d'intégration (SMI).<sup>4</sup> Si les factions belligérantes ont à elles toutes évalué leurs effectifs à 330 000 combattants, ce chiffre serait artificiellement élevé et largement supérieur au nombre de troupes que le gouvernement comptait intégrer dans l'armée. Des centres d'orientation ont eu pour mission de désarmer les individus puis soit de les orienter vers l'armée en vue de leur « brassage »—autrement dit, pour y être mélangés aux combattants d'autres factions—, soit de les inscrire sur les listes de candidats à la démobilisation. La CONADER et la SMI ont commencé à opérer en 2005, sous la supervision de commissions interministérielles.<sup>5</sup> Malgré l'existence de liens étroits avec la question de l'intégration de l'armée,<sup>6</sup> ce briefing se concentre principalement sur le sort du processus de DDR.

Au départ, le processus de DDR semblait bien fonctionner, mais des irrégularités sont vite apparues. Très peu d'évaluations socioéconomiques des personnes démobilisées et de leur communauté d'origine avaient été réalisées au préalable. Souvent, les communautés n'étaient ni informées de ce qui allait se passer, ni prêtes à accueillir les anciens combattants. L'insécurité a ainsi augmenté dans les régions recevant un

---

grand nombre d'anciens combattants. Ces régions ont vu éclater de nouveaux conflits fonciers et les pressions économiques sur les communautés se sont intensifiées. En outre, le processus de DDR a encouragé l'idée selon laquelle il était lucratif de rejoindre une milice, les démobilisés recevant de l'argent et des biens matériels. La facilité avec laquelle on pouvait se procurer des armes bon marché a incité certains à rendre leurs armes anciennes en échange d'argent pour en acheter des neuves. La plupart des armes récupérées ont ensuite disparu, revendues aux chefs de groupes armés, ce qui a contribué à régénérer les milices.<sup>7</sup>

L'une des raisons du décalage entre le processus de DDR et la réalité sur le terrain est qu'une grande partie de la stratégie de la CONADER s'est appuyée sur le cas de la Sierra Leone, tandis que l'on ignorait l'expertise développée au niveau local—par exemple, un seul membre de l'agence à laquelle la CONADER a succédé a été retenu.<sup>8</sup> Les bureaux vides de la CONADER ont suggéré un manque de direction et de responsabilité. En outre, la mauvaise connaissance du contexte, notamment des conditions sécuritaires et socioéconomiques, était généralisée. Certains des individus démobilisés, par exemple, ont reçu des chèvres, que les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) leur ont immédiatement volées. Autre exemple, des broyeurs diesel ont été distribués, mais en nombre insuffisant, et certains sont tombés en panne sans que des pièces de rechange soient fournies.<sup>9</sup> À Kamituga, au Sud-Kivu, où l'état des routes empêche l'usage des bicyclettes, il était prévu que des partenaires de la CONADER distribuent des vélos, mais ils ont fini par les vendre à titre privé. Et un coordinateur de la CONADER basé à Goma volait des pommes de terre pour les revendre à Kinshasa.

Les bailleurs de fonds n'étant pas disposés à assurer une surveillance au-delà des capitales provinciales et des grandes villes, l'utilisation abusive des actifs du programme de DDR a renforcé la méfiance des populations ciblées. Des agents aux plus hauts échelons de la CONADER ont été soupçonnés de ce détournement, mais l'incendie qui a détruit le siège de cette institution à Kinshasa a empêché tout examen.<sup>10</sup>

Le versement d'indemnités aux bénéficiaires, parmi lesquels figuraient parfois des non-combattants

se faisant passer pour d'anciens combattants, a vu un grand nombre d'individus repasser par le programme de DDR à plusieurs reprises, démarche rendue possible du fait qu'il n'existe pas de base de données centralisée. Parallèlement, de nombreux anciens combattants qui vivaient dans des régions reculées n'ont jamais pu accéder au programme de DDR et ont pratiquement été abandonnés par le processus officiel. À Mwenga et Shabunda, au Sud-Kivu, un grand nombre de ceux qui s'étaient auto-démobilisés sont partis travailler dans des carrés miniers comme celui de Kamituga ou de Lugushwa. Certains ont fini par rejoindre des milices comme les Raia Mutomboki. Interrogés sur la raison de leur remobilisation, les anciens combattants ont souvent souligné que les promesses qu'on leur avait faites n'avaient pas été tenues. Comme l'a déclaré un ancien combattant : « Nous nous sentons trahis. Nous avons été démobilisés par la CONADER et CARITAS a dit qu'elle nous aiderait, mais rien n'a été fait. Certains sont devenus des bandits, d'autres ont de nouveau rejoint un groupe armé. »<sup>11</sup> Un agent du programme de DDR a ajouté : « Si quelqu'un part, il faut s'en occuper, sinon il deviendra un voleur. »<sup>12</sup>

## Obstacles à la réussite de la démobilisation

Les expériences de la CONADER révèlent les nombreux obstacles et risques auxquels doit faire face un processus de DDR pérenne et fructueux en RDC. Ainsi, quatre facteurs clés entravent un lancement aisé du DDR et affectent les schémas de la mobilisation : dilemmes sécuritaires au niveau local entre et au sein des communautés ; résistance des élites dotées d'un agenda politique ; incitations perverses destinées aux commandants ; et processus sociaux parmi les anciens combattants de base, qui se retrouvent ainsi « recyclés » en tant que rebelles.

### *Problèmes de sécurité au niveau local*

Dans la plupart des conflits de l'est du Congo, les conflits autour de la terre, des moyens de subsistance, de l'identité et du pouvoir engendrent pour les groupes armés des dilemmes sécuritaires qui entravent le processus de DDR. En effet, il peut arriver qu'un groupe armé ne soit disposé à déposer les armes qu'à condition que ses

---

opposants en fassent autant. La participation au processus de DDR exige donc des groupes armés qu'ils fassent preuve d'une grande confiance— confiance qui se perd en cas d'échec du DDR.

Du fait de ces dilemmes sécuritaires, de nombreuses milices refusent de se désarmer ou de rejoindre les forces de sécurité régulières, faisant valoir qu'elles protègent leurs communautés des menaces internes et étrangères. D'autres, qui s'étaient pourtant démobilisées, se sont remobilisées, à l'instar de leurs adversaires.<sup>13</sup> Par exemple, dans la chefferie de Bafuliiru, en territoire d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu, l'insécurité perdue à cause de l'activité de nombreux groupes Maï-Maï et de tensions locales autour du pouvoir coutumier.<sup>14</sup> Les Forces d'autodéfense locales et légitimes (FALL) qui opèrent dans cette zone, également appelées « *Biloko* » (« choses » en lingala), justifient leur présence en invoquant l'insécurité locale, à laquelle, disent-elles, il leur faut répondre puisque ni l'armée ni la police ne peuvent sécuriser cette vaste région montagneuse. « La sécurité est inexistante. Si dans certains villages détruits les gens peuvent [re]vivre, c'est grâce à la défense locale. Le Plan DDR III ne peut fonctionner que si le gouvernement congolais assure la sécurité de la population »,<sup>15</sup> a expliqué un dirigeant de ce groupe de milice.

### *Résistance des élites politiques*

Sans volonté politique des élites, un processus de DDR est impossible. Dans l'est du Congo, la manipulation politique engendre une mobilisation armée et, en même temps, dissuade les combattants d'avoir confiance dans le DDR : les élites exploitent souvent les craintes xénophobes et se servent des milices pour négocier des postes au sein des instances politiques. Contrairement aux combattants individuels, les élites n'ont pas grand-chose à gagner du DDR. Par le biais d'intermédiaires, tels que des représentants des autorités coutumières ou des hommes d'affaires, les élites politiques peuvent investir des capitaux pour mobiliser des anciens combattants ou leur fournir des armes. Les chefs coutumiers, dont un grand nombre assument également des fonctions politiques, incarnent d'importants intérêts ethniques, politiques et économiques.<sup>16</sup> Dans différentes factions Raïa Mutomboki, le recrutement fonctionne selon un système de

liens de parenté, et les commandants doivent consulter les chefs et les autres individus qui jouent un rôle clé dans l'armement des milices.<sup>17</sup> À Bunyakiri, en territoire de Kalehe, au Sud-Kivu, les Raïa Mutomboki considèrent qu'un membre du parlement national est leur leader.<sup>18</sup> Cependant, il peut arriver que des chefs coutumiers soutiennent la démobilisation, comme le montre l'exemple des factions Raïa Mutomboki de Nyanderema, Lukoba et Blaise à Nindja, Kabare en 2015. Il est crucial d'obtenir l'adhésion des chefs et des politiciens pour assurer la réussite du programme de DDR.

### *Structures incitatives destinées aux commandants*

Par le passé, l'intégration dans l'armée et l'obtention d'un grade ont servi à inciter les commandants des groupes armés à quitter la brousse. Il est toutefois inquiétant de constater que certains accords de paix, et la politisation du processus de DDR, ont en réalité encouragé une mobilisation armée, comme observé lors de la conférence de Goma de 2008.<sup>19</sup> Cependant, courant 2013, le gouvernement de Kinshasa a abandonné l'idée d'une intégration généralisée des groupes armés et de l'attribution de postes et de grades aux commandants. Ce changement de stratégie est notamment imputable aux effets préjudiciables que celle-ci avait sur l'armée—favorisant notamment l'apparition de « bataillons cadres » (des bataillons composés exclusivement d'officiers de haut rang qui n'étaient pas opérationnels et souvent dotés d'une formation ou d'une instruction limitée). Cependant, depuis qu'il a abandonné cette politique, il est difficile de savoir ce que le gouvernement peut proposer aux dirigeants de groupes armés qui sont encore disposés à déposer leurs armes. De nombreux hauts commandants et commandants de rang intermédiaire s'attendent à recevoir des avantages similaires à ceux auxquels ils auraient pu prétendre par le passé et, par conséquent, ils refusent les programmes de DDR qui n'offrent pas de tels avantages, ou tentent secrètement de les entraver.<sup>20</sup> Il est donc essentiel de revoir les mesures destinées à encourager les commandants à prendre part à toute future initiative de DDR.

### *Une porte tournante pour les hommes de troupe*

Bien que les thèmes de l'identité sociale et du statut social aient pour l'instant été largement

---

ignorés des programmes de DDR, lesquels mettent essentiellement l'accent sur les moyens de subsistance, ils sont tout aussi importants dans les processus de démobilisation. Pendant les Guerres du Congo, toute une génération de jeunes Congolais s'est habituée à une vie de rebelles.<sup>21</sup> L'accès à la culture populaire—musique, tenues vestimentaires ou narcotiques—et la représentation des milices en tant que combattants intrépides qui défendent de nobles causes ont engendré un cocktail puissant qui a incité de nombreux jeunes à rejoindre les milices. Un fermier doit travailler dur tous les jours, mais un rebelle peut passer ses journées assis à attendre qu'on lui apporte à manger, du moins d'après certains récits romancés. Les précédents programmes de DDR ont sous-estimé cet aspect et n'ont pas suffisamment appuyé les efforts déployés par les combattants pour redéfinir leur rôle social au sein d'un environnement civil.<sup>22</sup> Qui plus est, la démobilisation a souvent signifié l'obtention d'une carrière pour les inconstants, alors que le fait d'être dévoué à l'armée n'était pas récompensé. Cette dynamique a incité de nombreux combattants démobilisés et réintégré à rejoindre des milices.<sup>23</sup> D'autres ont tout simplement profité de la situation, rejoignant provisoirement les programmes de DDR pour en retirer des avantages matériels avant de reprendre les armes.<sup>24</sup>

La conjugaison de ces quatre facteurs crée des obstacles majeurs pour le Plan DDR III, qui n'est pas non plus sans difficultés ni insuffisances.

### **DDR III : Perspectives pour la prochaine génération**

Nonobstant ces obstacles, un nouveau programme a été présenté en juin 2014. Bien que finalisé sur le papier, le Plan DDR III n'a pu démarrer que fin 2015, après l'obtention de capitaux de démarrage suffisants par le biais de bailleurs de fonds bilatéraux et de la Banque mondiale. En novembre 2015, soit plus d'un an après son lancement, la moitié seulement des 25 000 bénéficiaires prévus (anciens combattants et communautés d'accueil) étaient inscrits et les fonds restent insuffisants, malgré l'engagement de la Banque mondiale, qui est tributaire de la signature d'un accord par le Président Kabila. On ignore où ces fonds ont été déboursés—certains agents affirment ne rien avoir perçu.

Outre le fait qu'il s'agit du premier programme de DDR à avoir été précédé d'une campagne de sensibilisation, le Plan DDR III est également le premier à insister sur la nécessité de transférer les combattants depuis leur propre territoire vers d'autres régions du Congo.<sup>25</sup> Cependant, cela pose un autre obstacle majeur à la participation : les combattants ayant une famille, les participants au programme ne peuvent tout simplement pas partir pour un centre de DDR éloigné. Les conditions dans les centres poussent également les combattants à hésiter à participer au programme. Ainsi, Kotakoli, l'un des centres de transit de l'ex-province de l'Équateur, a été fermé à cause d'un manque de nourriture et de soins médicaux—plus de 100 résidents y sont morts de faim. Kamina, dans l'ancien Katanga, a fait la une des journaux lorsque des commandants ont tenté de se mutiner, dénonçant le fait que, là aussi, les combattants étaient privés de médicaments et de nourriture.<sup>26</sup> Bien que des sous-traitants de l'ONU aient commencé à construire des « centres de réinsertion » dans les bases militaires de Kamina et de Kitona, dans l'ancien Bas-Congo, ces constructeurs font aujourd'hui l'objet d'allégations d'insuffisance. Bref, la partie la plus innovante du Plan DDR III—la relocalisation provisoire—s'avère être l'un de ses principaux obstacles, la nouvelle de ce type d'incidents se répandant rapidement dans l'est du pays, ce qui a pour effet de dissuader les combattants qui auraient pu être intéressés.

À l'approche d'une période électorale difficile, il semblerait que le Plan DDR III n'ait plus guère de temps. Ce qui avait démarré sous la forme d'un exercice de sensibilisation mené par l'armée dans les Kivus est aujourd'hui confronté à une multitude d'obstacles. Si certains membres de milices veulent se démobiliser, d'autres préfèrent être intégrés au sein de l'appareil sécuritaire—et les agents DDR ne semblent pas toujours expliquer clairement aux combattants quelles possibilités s'offrent à eux dans le cadre du Plan DDR III et au-delà. En outre, du fait de l'insécurité omniprésente, les chefs de milices—qui justifient leur présence en accusant les FARDC de ne pas protéger la population—hésitent beaucoup à déposer leurs armes. Dans d'autres cas, la politique de la carotte et du bâton employée par l'armée—qui poursuit ses offensives tout en défendant les principes de DDR—n'a pas donné de résultats, comme on a pu le constater parmi les combattants Raia Mutomboki à Bunyakiri

---

et ailleurs. Bien que certains combattants se soient rendus, d'autres ont adopté une attitude plus agressive après avoir été chassés de la route Burhale-Shabunda et refoulés vers les forêts voisines.<sup>27</sup>

Soulignons également une profonde méfiance. Outre la crainte d'être relocalisés, de nombreux combattants ont peur d'être stigmatisés une fois de retour chez eux ou de faire l'objet de représailles en raison de leur implication dans le conflit. D'autres sont dissuadés de participer au programme car certains de leurs pairs sont morts ou ont fini en prison. En effet, d'anciens chefs Raia Mutomboki se trouvent sous résidence surveillée et un chef Maï-Maï purge une peine dans une prison militaire. D'après certaines informations, un autre dirigeant Raia Mutomboki aurait refusé le programme de DDR car il doit de l'argent à un commandant des FARDC. En outre, les nouvelles relatives au mauvais traitement réservé à Paul Sadala, Germain Katanga et Bede Rusagara—tous les trois anciens chefs de milices—se répandent rapidement.<sup>28</sup>

En bref, deux dynamiques entravent actuellement une bonne mise en œuvre du Plan DDR III : premièrement, les milices éprouvent une forte méfiance à l'égard du programme—à la fois du fait de ses échecs passés, et de peur d'être relocalisées loin de leurs communautés. Deuxièmement, elles se méfient d'une armée gouvernementale qui cherche à les inciter à se démobiliser tout en poursuivant ses opérations militaires. Ni la MONUSCO ni d'autres acteurs tiers n'ont pour l'instant servi de médiateur pour résoudre ces tensions.

### **Implications sur le plan politique : un changement de stratégie s'impose**

Les programmes de DDR—en RDC et dans d'autres pays—ne sont pas des exercices purement techniques, mais bien des processus profondément politiques. Et pourtant, aucun des programmes

de DDR récents n'a été précédé de recherches poussées. Conséquence : des évaluations inexactes, entraînant une réaction négative de la part des combattants, des commandants et des élites liées. En particulier, en ne tenant guère compte de la dynamique du conflit et des aspects politiques de la mobilisation armée, le processus de DDR a dans certains contextes été réduit à une espèce d'opération « armes contre argent », au lieu de chercher à instaurer une démobilisation et une réintégration durables.<sup>29</sup> Le Plan DDR III devrait donc impliquer plus activement les anciens combattants et commandants en tant que conseillers et qu'exemples à suivre, et faire bien davantage appel aux experts de la société civile et du gouvernement congolais.

Les processus politiques comme celui du DDR ont également besoin d'un minimum de stabilité pour pouvoir fonctionner. L'un des principaux facteurs de la volatilité persistante dans l'est du Congo est la mauvaise performance des services de sécurité, obstacle majeur pour le DDR. Tant que l'armée nationale ne sera pas perçue comme un pourvoyeur de sécurité neutre et compétent, les dilemmes sécuritaires et les négociations politiques entre élites continueront de nuire au DDR. Il est donc impératif de mettre en œuvre une réforme sérieuse et exhaustive du secteur de la sécurité, ce dont Kinshasa ne s'est pour l'instant pas préoccupée et sans quoi aucun programme de DDR ne pourra jamais espérer être efficace. En outre, les opérations militaires ne devraient se poursuivre que si elles ne nuisent pas aux efforts de démobilisation. Si la même partie, à savoir les FARDC, tente de faire les deux simultanément, elle ne pourra que susciter une grande méfiance. Or, le rétablissement de la confiance dans le gouvernement est crucial pour la réussite du programme. Ce processus de longue haleine devrait par conséquent commencer par traiter correctement les individus qui décident de se rendre.

## Notes

- 1 Jason Stearns et Christoph Vogel, *The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo*, New York : Congo Research Group, 2015 ; et Judith Verweijen et Claude Iguma Wakenge, « Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo », Document d'information 7 du PSRP, Institut de la Vallée du Rift, 2015.
- 2 Nations Unies, « Note du Secrétaire général à l'Assemblée générale », mai 2005, A/C.5/59/31. Ce document d'information ne traite pas du processus de DDRRR (DDR destiné aux combattants étrangers, et comprenant le rapatriement et la réintégration dans la région d'origine).
- 3 Entretien 830, Goma, 21 avril 2013.
- 4 Entretiens 828, Kinshasa, 15 avril 2013 ; 829, Kinshasa, 16 avril 2013.
- 5 Missak Kasongo et Pamphile Sebahara, *Le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des combattants en RD Congo*, Bruxelles : GRIP, 2006.
- 6 Judith Verweijen et Maria Eriksson Baaz, *Between Integration and Disintegration: The Erratic Trajectory of the Congolese Army*, document préparé pour le DRC Affinity Group, SSRG, 2013.
- 7 Georges Berghezan et Xavier Zeebroek, *Armes légères dans l'est du Congo – Enquête sur la perception de l'insécurité*, Bruxelles : GRIP, 2011.
- 8 Entretiens 821, Bukavu, 5 avril 2013 ; 816, Goma, 27 mars 2013 ; 829, Kinshasa, 16 avril 2013.
- 9 Entretiens 809, Bukavu, 11 mars 2013 ; 815, Goma, 26 mars 2013 ; 824, Bunyakiri, 9 avril 2013.
- 10 Entretiens 802, Uvira, 28 février 2013 ; 819, Goma, 29 mars 2013 ; 821, Bukavu, 5 avril 2013 ; 839, Kamituga, 2 mai 2013.
- 11 Entretiens 801, Uvira, 28 février 2013 ; 809, Bukavu, 11 mars 2013 ; 838, Kamituga, 1<sup>er</sup> mai 2013.
- 12 Entretiens 807, Bukavu, 8 mars 2013 ; 823, Bunyakiri, 8 avril 2013.
- 13 Le cas du CNDP et des PARECO, qui ont tous les deux été provisoirement intégrés dans les FARDC, illustre bien ce problème. Lorsque certaines parties du CNDP sont réapparues en tant que M23, une grande partie des ex-PARECO a ressurgi sous la forme des Nyatura. Voir : Jason Stearns, *PARECO : Questions foncières, hommes forts locaux, et politique de milice au Nord-Kivu*, Londres : Institut de la Vallée du Rift, 2013 ; et Jason Stearns, *Du CNDP au M23 : Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo*, Londres : Institut de la Vallée du Rift, 2012. Entretiens 817, Goma, 28 mars 2013 ; 818, Goma, 29 mars 2013 ; 819, Goma, 29 mars 2013 ; 829, Kinshasa, 16 avril 2013.
- 14 Voir Judith Verweijen, *Un microcosme de militarisation : Conflit, gouvernance et mobilisation armée en territoire d'Uvira, Sud-Kivu*, Londres : Institut de la Vallée du Rift, 2016.
- 15 Entretien 855, Uvira, 27 novembre 2015.
- 16 Entretiens 831, Bukavu, 23 avril 2013 ; 819, Goma, 29 mars 2013 ; 835, Bukavu, 25 avril 2013.
- 17 Jason Stearns et al., *Les Raïa Mutomboki : Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée*, Londres : Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- 18 Entretiens 817, Goma, 29 mars 2013 ; 818, Goma, 29 mars 2013 ; 823, Bunyakiri, 8 avril 2013 ; 836, Bukavu, 25 avril 2013.
- 19 Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, « Kivu's Intractable Security Conundrum », *African Affairs* 108/432 (2009), 475–484.
- 20 Entretien 816, Goma, 27 mars 2013.
- 21 Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*, Gent : Academia Press, 2004.
- 22 Entretien 801, Uvira, 28 février 2013.
- 23 Entretiens 812, Fizi, 15 mars 2013 ; 818, Goma, 29 mars 2013.
- 24 Hans Rouw et Rens Willems, *Connecting Community Security and DDR: Experiences from Eastern DRC*, Utrecht : Network for Peace, Security and Development, 2010 ; et Small Arms Survey (SAS), *Demobilization in the DRC: Armed Groups and the Role of Organizational Control*, Armed Actors Issue Brief Number 1, SAS, avril 2013.
- 25 PNDDR, *Global Plan on Disarmament, Demobilization, and Reintegration (DDR3)*, Kinshasa : UEPNDDR, 2014.
- 26 Entretiens 848, Kinshasa, 11 novembre 2015 ; 849, Kinshasa, 12 novembre 2015 ; 853, Uvira, 28 novembre 2015.
- 27 Bien que les commandants Raïa Mutomboki Kikuni, Meshe et Nyanderema se soient rendus, d'autres, comme Mabala, Maheshe et Ndarumanga, ne l'ont pas fait.
- 28 Sadala a été tué par les FARDC au moment de sa reddition ; Katanga a été extradé vers la Cour pénale internationale après avoir réintégré l'armée ; et Bede a été tué par les FARDC après avoir longtemps été complice. D'autres ont un statut incertain, notamment Albert Kahasha à Kinshasa.
- 29 Leontine Specker, *The R-Phase of DDR processes: An Overview of Key Lessons Learned and Practical Experiences*, La Haye : Clingendael, 2008 ; et Joanne Richards, *DDR in the DRC: The Impact of Command and Control*, Genève : Graduate Institute of International and Development Studies, 2012. Concernant la dynamique de la mobilisation : Justine Brabant, *Qu'on nous laisse combattre, et la guerre finira. Avec les combattants du Kivu*, Paris : La Découverte, 2016.



## Remerciements

Ce briefing a été révisé par Victoria Khoundina, revu par Willy Mikenye et Carol Jean Gallo et traduit par Catherine Dauvergne-Newman (*horizons*). Image de couverture © Sylvain Liechti.

Ce document émane du Political Settlements Research Programme (PSRP), financé par le département UK Aid du ministère britannique du Développement international (DFID) dans l'intérêt des pays en développement. Cependant, les avis qui y sont exprimés et les informations qui y sont présentées ne sont pas nécessairement ceux du DFID, pas plus qu'ils n'ont été avalisés par le DFID, qui ne saurait assumer aucune responsabilité quant à ces avis, ces informations ou l'utilisation qui pourrait être faite de ces avis et informations. Ce document peut être téléchargé gratuitement depuis les sites [www.riftvalley.net](http://www.riftvalley.net) et [www.politicalsettlements.org](http://www.politicalsettlements.org).

Le Rift Valley Institute oeuvre en Afrique centrale et orientale afin de mettre le savoir local au service du développement social, politique et économique. Copyright © Rift Valley Institute 2016. Ces travaux sont publiés au titre de la licence Creative Commons Attribution-Noncommercial-No Derivative (CC BY-NC-ND 4.0).